



HAL
open science

Ecran et culture de pauvreté. Le cas de la Réunion

Eliane Wolff

► **To cite this version:**

Eliane Wolff. Ecran et culture de pauvreté. Le cas de la Réunion. Réseaux : communication, technologie, société, 1999, 17 (92-93), pp.219 - 240. 10.3406/reso.1999.2121 . hal-04016310

HAL Id: hal-04016310

<https://hal.univ-reunion.fr/hal-04016310>

Submitted on 6 Mar 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Ecran et culture de pauvreté. Le cas de la Réunion

Eliane Wolff

Abstract

In Reunion, family cultures involving screens are set in a singular context of a fast-changing society in which tradition and modernity are meeting head-on. After questioning the relevance of applying a Euro-centred questionnaire to such a society, the article proposes an initial approach for comparing use of the media by young people in Reunion with that of similar groups in mainland France, particularly in underprivileged areas. Finally, it highlights the predominant role, in Reunion, of the press and especially of television, in the process of accompanying a young generation having to cope with major social changes.

Résumé

Les cultures familiales autour des écrans s'inscrivent à la Réunion dans le contexte singulier d'une société en pleine transformation où tradition et modernité se télescopent. Après avoir posé la question de l'importation d'un questionnaire euro-centré dans une telle société, l'article propose une première approche comparative avec la métropole des pratiques juvéniles des médias, en particulier au sein des populations défavorisées. Enfin, il met en évidence le rôle prépondérant à la Réunion de la presse mais surtout de la télévision dans le processus d'accompagnement d'une jeune génération confrontée à la difficulté de maîtrise des mutations en cours.

Citer ce document / Cite this document :

Wolff Eliane. Ecran et culture de pauvreté. Le cas de la Réunion. In: Réseaux, volume 17, n°92-93, 1999. Les jeunes et l'écran. pp. 219-240;

doi : <https://doi.org/10.3406/reso.1999.2121>

https://www.persee.fr/doc/reso_0751-7971_1999_num_17_92_2121

Fichier pdf généré le 12/04/2018

ECRAN ET CULTURE DE PAUVRETE

Le cas de la Réunion

Eliane WOLFF

« **N**ous te remercions beaucoup de ton aide. Si tu as des choses à ajouter sur cette enquête, tu peux les écrire librement ci-dessous ». C'est en ces termes que 1 000 jeunes Réunionnais âgés de 12 à 17 ans ont été conviés à s'exprimer sur la dernière page du questionnaire qui leur avait été soumis. Leurs remarques, qui n'ont aucune valeur statistique, permettent cependant d'amorcer une réflexion sur les difficultés posées par l'administration à la Réunion de l'enquête européenne « Jeunes et écran »¹ reposant sur un appareillage conceptuel opérationnel dans un contexte historiquement et socialement situé : celui des sociétés occidentales européennes développées.

UN QUESTIONNAIRE POUR LES RICHES ?

Face aux injonctions du questionnaire, le malaise exprimé par certains est réel². Il s'origine pour une part dans la perception d'une société réunionnaise « *trop différente* » de sa métropole du point de vue de l'offre : « *Je pense que dans le département dans lequel je suis, c'est-à-dire la Réunion, il n'y a pas assez de distraction pour les jeunes. De plus les jeux télévisés (et d'ailleurs tout ce qui a d'intéressant en France) n'existent pas à la Réunion. La vie ici est trop différente* ». Mais le malaise renvoie également à la singularité des modes de vie séparant deux types de public scolaire : les nantis et les autres. Parmi ces derniers figurent les élèves scolarisés au lycée professionnel : leurs commentaires traduisent une forte désapprobation face aux questions « *trop privées* » ou indiscretes (« *cela ne vous regarde pas* »), et témoignent d'une forme réactionnelle inscrite dans une logique de résistance opposée à un questionnaire « *fait pour les riches* ». En cela, ils sont rejoints par certains lycéens du secteur technologique et avec eux ils posent la question de la véritable finalité de l'enquête : « *cette enquête est inutile, bonjour le corrigé pour l'île de la Réunion !* ».

1. Voir l'article de Josiane JOUËT et Dominique PASQUIER dans ce numéro.

2. « *Certaines de vos questions sont inutiles* » ; « *cette enquête m'a tracassée plus qu'autre chose* » ; « *il y a trop de questions inutiles et bêtes* ».

Scolarisés dans les secteurs techniques, ces élèves appartiennent majoritairement aux familles les plus défavorisées particulièrement nombreuses à la Réunion³ et connaissent des conditions d'existence relativement différentes de celles de la population juvénile européenne, pour laquelle ce questionnaire a été pensé au départ. L'analyse de leurs réponses est particulièrement éclairante sur le décalage entre leur vie réelle et celle mise en mots par un questionnaire qui renvoie à des normes et des valeurs forgées dans un ailleurs.

Nombre de ces jeunes Réunionnais n'ont jamais ou peu quitté l'île. Ils partagent avec leur famille élargie un logement dans lequel il n'est pas envisageable d'avoir une chambre à soi, encore moins une télévision à usage personnel. Pour beaucoup, de posséder un ordinateur relève du rêve : « *les ordinateurs sont trop chers, surtout pour nous* » rappelle un lycéen. Or une grande partie du questionnaire porte sur des aspects de la vie quotidienne très (trop) éloignés de leur réalité familiale pour ne pas en être choquants. Rappelons que lors de l'enquête, les jeunes issus de milieux défavorisés affirment ne jamais téléphoner (25 %), ni lire une BD (44 %), ne jamais jouer à un jeu vidéo (50 %), utiliser un ordinateur (69 %), faire du sport dans un club (63 %), ou aller au cinéma (46 %). Les questions relatives, entre autres, à l'équipement de la maison ou de la chambre à coucher faisant défiler, à côté du très démocratique téléviseur, ordinateur, modem-internet, téléphone portable et autre caméscope, engagent un ensemble de postulats sur l'organisation de l'espace domestique et de son équipement et véhiculent des implicites sociaux et culturels certains. Pour exemple, la question évoquant la présence ou non de la télé dans la chambre a amené une réponse en créole « *et si na point ?* » (et s'il n'y en a pas ?). Que répondre, en effet, si on ne dispose pas de chambre du tout ? Que l'on dort dans le salon, ou sur un matelas déplié le soir sur le balcon ? Ou comment évoquer les relations avec un « *ti père* »⁴, qui du fait de son statut, n'a pas de regard sur l'éducation des enfants qui ne sont pas les siens ? Toutes ces conditions d'existence n'entrent pas dans les catégories établies par l'enquête et le questionnement s'y rapportant constitue une véritable violence faite à ces jeunes. C'est ce qu'exprime à sa manière ce garçon de 15 ans, scolarisé en

3. Dans le cadre de l'enquête, les jeunes issus de familles défavorisées représentent plus du double de la catégorie métropolitaine soient 51 % des répondants et encore sont-ils légèrement sous représentés puisque le Rectorat de la Réunion estime que la catégorie regroupe 60 % de la population scolaire !

4. *Ti père* désigne le beau père, le plus souvent le concubin de la mère, les unions successives n'étant majoritairement pas officialisées par le mariage.

lycée professionnel : « *Votre enquête est mal rédigée, avec des questions dont on ne sait pas comment y répondre et surtout, ce questionnaire conviendrait mieux à des gosses de riches. Bref nul, idiot, stupide* ». La situation d'évaluation, omniprésente dans le monde scolaire, est ici retournée ; l'enquêteur s'est trompé de cible et son travail recueille quelques qualificatifs sans concession. Et le jeune homme conclut d'une formule empruntée aux grands classiques du jargon enseignant : « *Essayez de mieux faire pour la prochaine fois* ». Face à l'agression que constitue pour eux ce questionnaire, d'autres jeunes manifestent une résistance qui peut prendre des formes plus radicales. Il faut, pour les trouver, examiner la centaine de formulaires rejetés par l'analyste-statisticien comme « inexploitable ». Irréductibles au traitement quantitatif et à ses codifications préétablies, ces documents n'en recèlent pas moins des données très riches à soumettre à l'analyse.

Les formes de résistance opposées à l'enquêteur empruntent plusieurs types de stratégies qui s'expriment au niveau du questionnaire par « le trop », le « pas assez » et le « fantaisiste ». On peut ainsi saturer le questionnaire en renseignant systématiquement toutes les rubriques au lieu d'effectuer le choix préférentiel demandé, ou, au contraire, refuser de répondre à certaines questions que l'on retrouve alors rayées à gros traits ou annotées d'une remarque en créole très explicite « *i regarde pas ou* », enfin répondre systématiquement « hors du sujet ». Cette opposition, particulièrement manifestée par les élèves issus des familles les plus démunies (uniquement des garçons, il faut le souligner), est à rapprocher de la culture de la résistance développée par les jeunes de milieu ouvrier, les lads, étudiés par Willis⁵. Leur contestation de la culture scolaire, leur résistance à l'ordre social étaient marquées par la violence et l'affirmation d'une masculinité teintée de racisme et valorisant les prouesses sexuelles dans la constitution de l'identité. Ici aussi, des remarques très connotées sexuellement émaillent le questionnaire, plus particulièrement en réponse à la question « *Qu'est-ce que tu fais si tu veux t'amuser vraiment ?* », ainsi qu'à celle sur les centres d'intérêt. Pour exemple, le commentaire de ce garçon de seconde technologique, dont la brutalité répond à la violence de l'imposition vécue : « *c'est inutile, toutes ces informations ne vous regardent pas. Vous voulez savoir tout ça parce que on est des Noirs et qu'on vit dans les Iles. Espèce de pédé. Si je vous retrouve, je vais vous péter la gueule, faites attention quand vous marchez tout seul dans la rue. La prochaine fois vous pourrez*

5. WILLIS, 1977.

mettre vos questions là où je pense... » Son questionnaire, correctement renseigné sur les deux premières pages, est ensuite totalement « bidouillé » : cases systématiquement cochées, réponses très violentes et souvent pornographiques prennent l'enquêteur à partie. La référence à une domination plus ancienne affleure également dans la remarque. La violence subie est associée à celle de l'esclavage et aux rapports asymétriques entre population servile et maîtres, un épisode sombre de l'histoire réunionnaise profondément ancré dans la mémoire collective et que le questionnaire venu « du dehors » semble avoir réactivé.

Le constat des difficultés rencontrées ne remet pas en question l'intérêt de toute recherche comparative, tant il est vrai que nous comprenons mieux notre propre culture en la comparant aux autres. Si de telles approches permettent des éclairages mutuels fructueux⁶ elles se révèlent complexes à mettre en œuvre. Dans le cadre du projet européen « Les jeunes et l'écran », l'adoption d'un questionnaire standard par tous les pays engagés dans le programme s'est faite dans l'objectif de recueillir des données comparables. Cet impératif se heurte à la diversité des contextes politiques, sociaux, économiques et culturels et son importation à la Réunion a posé deux types de questionnement.

Le premier est lié à l'importation d'un questionnaire que l'on pourrait qualifier « d'euro-centré », puisqu'il renvoie à des implicites sociaux et des présupposés culturels propres aux sociétés occidentales favorisées. La question n'est pas nouvelle. Des chercheurs appartenant aux *cultural studies*⁷ ou à la sociologie critique⁸ ont dénoncé les effets d'un ethnocentrisme de classe à l'œuvre dans les sciences sociales mais dont l'hyper-correction peut conduire au travers populiste tout aussi problématique⁹. L'imposition de problématiques exogènes produit de véritables violences sociales. Cependant, le plus grand danger pour le chercheur consiste à construire de toutes pièces des artefacts qu'il croit pouvoir enregistrer dans les réponses données. Pour exemple, des conclusions trop hâtivement portées sur l'existence à la Réunion d'une *bedroom culture* « révélée » par les seuls chiffres, illustrent ce « piège des évidences ».

6. LULL, 1988.

7. HOGGART, 1972.

8. BOURDIEU, 1993.

9. GRIGNON et PASSERON, 1979.

Le second questionnement concerne le recours à un appareillage sociologique forgé dans le cadre d'un contexte historique, économique et social spécifique, celui des sociétés industrielles des XIX^e et XX^e siècles européens¹⁰ Le transfert des catégories classiques¹¹ dans une société aussi spécifique que la Réunion s'avère plus problématique. Comme le souligne Simonin, « *elles se révèlent peu pertinentes pour décrire une topographie sociale issue d'une histoire spécifique (...) et ne résistent pas à l'épreuve des faits lorsque, de toute évidence, on tente néanmoins d'y recourir* »¹². La comparaison pose en particulier et de façon impérieuse la question du processus de naturalisation des catégorisations sociales à la Réunion ; elle conduit à s'interroger sur la pertinence de notions importées et oblige à une déconstruction/reconstruction dont les observateurs de la société réunionnaise ne pourront pas longtemps faire l'économie.

Pour toutes ces raisons, l'enquête quantitative réalisée à la Réunion dans le cadre de l'étude européenne demeure délicate à interpréter et les résultats obtenus doivent être considérés avec prudence. Le recours à des données qualitatives va néanmoins permettre d'éclairer et de mettre en perspective les données chiffrées. Le présent article traitera essentiellement des pratiques médiatiques spécifiques à la Réunion avec une attention particulière pour les milieux défavorisés. Pour faciliter leur appréhension, il nous faut donner quelques rapides éléments de compréhension du contexte singulier dans lequel s'inscrivent ces cultures familiales autour de l'écran.

La Réunion est passée de la charrette à bœufs à Internet mais de fait, dans cette société de contrastes, la technologie avancée côtoie plus qu'elle n'a remplacé les éléments les plus traditionnels appartenant au mode de vie des Réunionnais. Il est vrai que le processus de basculement de la Réunion dans la modernité, voire la post-modernité s'accélère. Dans le même temps, l'île reste encore fortement marquée par son passé colonial et son mode de vie traditionnel, produit d'une histoire spécifique, qui a généré une sociabilité d'interconnaissance s'appuyant sur un code unique de catégorisations et de comportements. On observe aujourd'hui la co-présence de deux modèles : le nouveau se mêle à l'ancien, la tradition s'adapte et s'incorpore à la modernité, les formes et les pratiques sociales s'interpénètrent. La société

10. DESROSIERES, 1989.

11. Notamment celles faisant référence aux classes sociales, à l'activité du travail, au niveau d'éducation, à l'opposition rural-urbain, etc.

12. SIMONIN, 1996, p. 334.

réunionnaise constitue ainsi une société télescopée tout à fait originale¹³ : c'est une société de services où l'économie de consommation se substitue à l'économie de plantation tout en ayant fait l'impasse sur l'industrialisation ; c'est une société protégée, sous perfusion sociale et économique, où une partie de la population se branche sur Internet alors que l'autre n'a pas ou peu fréquenté l'école pour les plus âgés ou a quitté le système scolaire sans qualification pour les plus jeunes et avec peu de perspectives sinon celles d'émarger à l'aide sociale ; enfin, c'est une société qui se complexifie, se segmente, voit s'accroître les inégalités et où, malgré les correctifs sociaux, la population « défavorisée »¹⁴ augmente et se retrouve dans le même temps « démunie » dans la lecture, la compréhension et la maîtrise des multiples mutations en cours.

DES PROCESSUS SPECIFIQUES D'APPROPRIATION DES MEDIAS

La sociologie des usages¹⁵ permet de décrypter le processus actif par lequel les utilisateurs s'emparent des objets techniques nouveaux, les intègrent dans leurs schèmes de comportement familiers et les relie à leur culture d'appartenance. Téléphone, télévision, ordinateur font ainsi l'objet d'une appropriation progressive, active et inventive. A la Réunion, cette logique des usages s'inscrit dans le cadre d'une société télescopée. Ainsi les recherches menées sur le fonctionnement des émissions interactives à la radio comme à la télévision¹⁶ ou sur la pratique d'un forum de discussion sur Internet¹⁷ montrent toutes une hybridation des pratiques mêlant intimement tradition et modernité.

Pour exemple, l'usage du téléphone, dont le développement a été rapide et généralisé à l'ensemble de la population réunionnaise¹⁸, s'inscrit dans des

13. SIMONIN, WATIN, WOLFF, 1994.

14. Population qui présente de nombreuses caractéristiques propres à la « culture de pauvreté » telle que l'a définie LEWIS (1969) ainsi que nous avons pu le montrer par ailleurs (WOLFF, 1991).

15. JOUET, 1987 ; PERRIAULT, 1989 ; FLICHY, 1991.

16. SIMONIN et WATIN, 1993.

17. PIEROZAC, 1997.

18. Le nombre de lignes a doublé entre 1982 et 1987 et le taux d'équipement des foyers est passé de 30 % à 62 % alors qu'à cette date 90 % des ménages métropolitains sont déjà équipés. Ce taux est atteint cette année par la Réunion, où depuis l'apparition du téléphone mobile en 1995, le marché de la téléphonie est en pleine expansion.

pratiques mêlant les codes de la communication sociale de la tradition à ceux, inégalement investis, de la modernité comme l'a montré Simonin¹⁹. La communication médiatisée qu'implique le recours au téléphone reste de façon privilégiée réservée au monde familial de « ceux que l'on connaît », avec lesquels « on parle » au sein de la communauté familiale ou du quartier. On téléphonera ainsi plus facilement à sa famille, le média permettant de préserver des liens avec les membres installés en métropole ou dont on est séparé depuis les opérations massives de relogement social. Joindre au téléphone une administration ou quelqu'un « d'étranger » pose problème tant que l'interlocuteur n'est pas intégré dans la sphère du connu ; on privilégiera alors le déplacement à la communication médiée du téléphone afin de rétablir un contact direct, jusqu'à ce que le lien soit personnalisé. La sociabilité de l'anonymat n'est investie que par ceux qui se sont appropriés les codes sociaux de la modernité, codes dont les enfants font progressivement l'apprentissage au cours de leur cursus scolaire. Ainsi le collège, mais plus encore le lycée et l'université constituent des lieux d'initiation aux règles de l'être en public²⁰ qui autorisent un usage plus « moderne » du téléphone. Les usages juvéniles du téléphone mis en évidence dans l'enquête quantitative s'inscrivent dans ce contexte singulier d'appropriation du média, dont les chiffres seuls ne peuvent rendre compte.

En raison de son installation plus tardive, l'appropriation de l'objet télévision connaît une histoire plus courte à la Réunion. « Cadeau de Noël » offert à la population par le gouvernement le 24 décembre 1964, la télévision ne diffuse alors que deux heures de programmes à quelques centaines de privilégiés possédant un poste. Jusqu'à encore très récemment, l'objet était très coûteux et manipulé avec soin. On le protégeait de la poussière et des déjections des *margouya*²¹ en l'habillant d'une « robe » avec garniture de dentelles et faite sur mesure, qui mettait en valeur l'objet mais aussi préservait l'intimité de la famille de son œil-écran inquisiteur. Vendu le plus souvent avec sa table et les accessoires nécessaires à son bon fonctionnement (batterie pour les foyers sans électricité, régulateur de tension pour les autres, écran de tissu pour donner l'illusion de la couleur) l'objet était précieux et imposant. Manipulé uniquement par le chef de famille, il a longtemps trôné à la place d'honneur dans la plus belle pièce de réception de la maison : le salon créole. Les rares privilégiés possesseurs

19. SIMONIN, 1997.

20. WOLFF 1996 et 1998.

21. Petits lézards très présents à l'intérieur des habitations.

d'un poste en faisaient profiter amis et voisins dans le cadre de projections semi-publiques plus ou moins formelles²². Présente dans seulement un tiers des ménages en 1974, la télévision équipe à présent 95 % d'entre eux. La démocratisation de l'objet et sa diffusion rapide et récente dans les foyers les plus modestes ont contribué à sa banalisation et à sa privatisation. Présence familière, la télévision ne fait plus l'objet d'autant de soin ; la « robe » disparaît progressivement ; l'usage de la télécommande se négocie au sein de la famille ; les postes se multiplient dans l'espace domestique et leur usage se hiérarchise. Le plus grand poste trône toujours dans le salon, mais des écrans de télévision apparaissent également dans « la salle », une nouvelle pièce de l'habitat, qui permet de visionner les émissions pendant le repas pris de plus en plus souvent en commun et à table, ce qui constitue une nette évolution dans les habitudes domestiques²³. Des postes secondaires apparaissent dans la cuisine intégrée à présent dans le logement, la chambre des parents, la chambre des enfants, la véranda, voire même dans une pièce spécialement conçue pour cet usage dans les familles les plus aisées. Contrairement à la métropole, le multi-équipement est plus important chez les familles favorisées ou moyennes que chez les familles défavorisées (54 % contre 42 %). Cet état de fait signe une plus grande tendance à l'individuation des pratiques, le choix d'une programmation respectant les centres d'intérêts de chacun apparaissant alors comme une priorité. Par contre le spectacle télévisuel conçu avant tout comme une activité collective s'observe plutôt dans les familles, non pas forcément plus défavorisées, mais dont l'organisation repose sur des principes plus traditionnels, la participation au groupe familial communautaire primant sur l'expression des désirs individuels de chacun de ses membres.

Même si les technologies de l'information et de la communication investissent le territoire²⁴, les foyers réunionnais sont encore très nettement

22. Les témoignages évoquent des séances organisées durant lesquelles une contribution financière était quelquefois demandée. Le plus souvent le poste était disposé de telle manière qu'il était possible de suivre les programmes de l'extérieur où des sièges étaient mis à disposition des spectateurs.

23. Dans l'habitat créole traditionnel, la cuisine se situe dans un *boucan* hors de l'habitation ; il est d'usage que les membres de la famille « tirent » individuellement leur repas de la marmite et mangent chacun de son côté, l'assiette sur les genoux.

24. En 1995, 6,7 % des ménages sont équipés en micro-ordinateurs (13,4 % en métropole) mais la situation évolue très rapidement. Il en est de même pour ce qui est de l'accès au réseau Internet. Depuis l'apparition en 1996 du premier opérateur local, l'accès au réseau se développe : au 1er janvier 1997 on estime à 1 200 le nombre d'abonnés, fin 1998 le chiffre se situe autour des 8 000. Ces estimations renvoient aux déficits de connaissances liées au fait

sous-équipés en « nouveaux médias » ; les ordinateurs en particulier sont encore très peu présents dans les familles. N'oublions pas qu'à la Réunion leur prix est majoré d'environ 30 % par rapport à la métropole et que leur acquisition à tempérament est quasi impossible pour les plus démunis qui ne peuvent produire les garanties bancaires exigées. Les pratiques commerciales sont ainsi faites, qu'il leur est plus facile d'acquérir un véhicule qu'un ordinateur. Seuls 14 % des enfants issus des familles les plus défavorisées affirment posséder un ordinateur contre 43 % en métropole, ces deux chiffres étant néanmoins surestimés²⁵. Pourtant l'attrait pour l'objet reste très grand. De façon unanime, tous les jeunes placent l'ordinateur en tête des cadeaux d'anniversaire les plus désirés : sous-équipés, les Réunionnais sont plus nombreux à exprimer ce vœu (33 % des filles comme des garçons contre 23 % en métropole) et contrairement à la métropole, les aspirations à la possession de l'objet sont particulièrement fortes chez les jeunes issus des familles défavorisées (41 % contre 20 % en métropole).

Pour les foyers plus modestes, l'ordinateur, comme la télévision à ses débuts, constitue une acquisition très coûteuse et doit être manipulé avec précaution. Le premier contact avec l'objet se fait dans la crainte et des rituels d'usage sont instaurés : débrancher l'appareil après chaque utilisation, le protéger de façon spécifique. A l'instar de ce qui se faisait pour la télévision, une « robe » couvre souvent les appareils pour les préserver au mieux. Fragile, sensible à l'humidité, à la chaleur, à la poussière, l'objet pose problème. Les logements étant souvent exigus, sans climatisation et « surpeuplés », peu d'intérieurs peuvent offrir les conditions optimales d'installation préconisées. Alors qu'à ses débuts, la manipulation de la télé était strictement interdite aux enfants, pour l'ordinateur la situation s'inverse totalement : l'expertise développée par les jeunes les place en position dominante face à leurs parents, qui doivent se contenter d'admirer leur savoir-faire. De fait, l'ordinateur se construit difficilement comme objet domestique appartenant à l'espace familial, d'autant que son achat s'inscrit dans un objectif de réussite scolaire pour l'enfant et, de ce fait, il n'est pas d'un usage collectif. Nos observations montrent que son

que l'INSEE n'étend pas systématiquement ses enquêtes aux DOM. Ainsi, nous ne savons rien des pratiques culturelles des Réunionnais ; dans le domaine des médias, l'observatoire des pratiques et des audiences se réduit à une mesure annuelle effectuée par Métridom sur une durée d'un mois auprès de 3 000 personnes interviewées par téléphone de Paris !

25. En métropole comme à la Réunion la tendance à « forcer le trait » concernant les équipements s'est avérée plus forte sous l'effet de l'âge et du sexe, à savoir les garçons de la tranche d'âge 12-14 ans.

intégration spatiale reste complexe et n'est pas du tout stabilisée : dans un coin du salon, dans la chambre des enfants, dans la chambre des parents, dans une remise, un coin de couloir mais aussi chez la marraine, la tante ou la grand mère logeant à proximité et qui accueilleront l'enfant et sa machine.

Dans l'organisation traditionnelle créole de la *kaz*²⁶, les chambres sont en général petites et leur usage limité au repos. Les familles comptant en moyenne plus d'enfants qu'en métropole, la cohabitation avec les jeunes déjà en ménage est une pratique courante, particulièrement dans les foyers les plus défavorisés. Nombreux sont les enfants qui partagent leur chambre avec un autre membre de la famille : 35 % des jeunes ayant répondu au questionnaire à la Réunion sont dans ce cas, 46 % appartiennent à des familles défavorisées. Dans les familles nombreuses, il n'est pas rare, pour le coucher des enfants, de dérouler nattes et matelas dans d'autres pièces comme le salon, où se trouvent bien souvent réunis l'ensemble des biens d'équipements de la famille²⁷. Dans ce cas là, objectivement, la question de l'équipement de la chambre renvoie à celle de l'endroit où l'on dort. On peut ainsi comprendre pourquoi le téléphone atteint des taux de présence étonnement élevé dans les « chambres » des enfants des familles défavorisées (16 % contre seulement 7 % en métropole). Et lorsque le quart des jeunes Réunionnais ayant répondu à l'enquête affirment disposer d'une télévision dans leur « chambre », avec une plus grande fréquence dans les familles défavorisées (24 %) ou moyenne (31 %) que les familles favorisées (21 %), il s'agit de considérer ces chiffres²⁸ avec prudence. Il faut surtout se garder d'y voir trop rapidement une tendance à l'installation de ce que les Anglo-Saxons désignent sous le terme « *bedroom culture* » dont l'existence reste hypothétique à la Réunion pour d'autres raisons encore.

Ainsi le climat tropical incite plus à sortir qu'à rester confiné dans les intérieurs étouffants, soumis à la chaleur de l'été austral. L'environnement qui s'urbanise n'est pas (encore) perçu comme fondamentalement insécure dans les limites connues du quartier. Les enfants sont ainsi facilement renvoyés à leurs jeux hors de la maisonnée et dans les limites de la cour, ou

26. Désigne la maison et par extension l'endroit où l'on habite.

27. Pour une approche ethnologique de la vie quotidienne des populations défavorisées à la Réunion voir « *Quartiers de vie* » (WOLFF, 1991).

28. Il en est de même pour la mesure du temps passé dans « la chambre » ou de celle de la consommation télévisuelle « dans la chambre ».

du bas des immeubles pour les plus jeunes. Les garçons disposent de ce point de vue d'une plus grande liberté que les filles. Pas étonnant dans ces conditions de voir celles-ci passer beaucoup plus de temps à l'intérieur de la maisonnée que les garçons (67 % contre 44 %). Elles sont plus souvent sollicitées qu'eux pour accomplir des tâches domestiques ou seconder leur mère ; leur accès au monde extérieur et à ses « dangereuses » tentations est plus contrôlé.

Une autre peur domine encore la population et pas seulement ses couches les plus populaires : la peur de la nuit²⁹. En effet, la nuit qui tombe tôt (18 ou 19 h selon la saison) apparaît comme porteuse de dangers, hantée qu'elle est par les multiples invisibles, mauvais esprits et autres âmes du purgatoire. Une lampe allumée devant l'entrée de la maison, quelques « garanties » disposées sur le seuil assurent une protection. Mais le danger est particulièrement grand pour les individus les plus vulnérables que sont les jeunes enfants : ils doivent impérativement être rentrés avant la nuit. La vie nocturne n'est pas une habitude très installée à la Réunion. Contrairement à d'autres pays tropicaux, on a pour habitude de rentrer tôt, mais aussi de se coucher relativement tôt³⁰.

Ainsi, 55 % des jeunes ayant répondu au questionnaire déclarent se coucher avant 21 h dans la semaine et 33 % avant 22 h. En fin de semaine et lorsqu'il n'y a pas de cours le lendemain, l'heure du coucher se fait plus tardive : 27 % veillent jusqu'à 22 h, 22 % jusqu'à 23 h, 23 % se couchent après minuit. La télévision a sans conteste bousculé les habitudes réunionnaises dans l'heure du coucher. Par contre, elle est relativement peu regardée le matin ; à peine 6 % des enfants voient leur télé allumée au réveil contre 14 % en métropole. Deux hypothèses peuvent éclairer ces différences : celles relevant d'une offre médiatique spécifique à la Réunion³¹ et celles liées à une organisation de la journée et des temps scolaires relativement différents de ceux en vigueur en métropole. Car le rythme scolaire s'inscrit lui aussi dans cette organisation temporelle

29. Elle vient compléter une liste déjà longue de peurs ancestrales (voir EVE, 1992).

30. Ainsi on peut, sans risquer d'impair, téléphoner à domicile dès 7 heures du matin alors qu'il devient inconvenant de le faire après 21 h.

31. A côté des deux canaux officiels de RFO, co-existent deux chaînes locales privées et, depuis 1994, la chaîne cryptée Canal Plus Réunion à laquelle un ménage sur quatre est abonné. La mise en place de bouquets de chaînes via le satellite fin 1998 repousse considérablement les frontières d'un espace médiatique longtemps restreint et politiquement verrouillé (voir WOLFF, 1997).

traditionnelle du « lever tôt-coucher tôt ». Les collèges et lycées débutent leurs cours à 7 h 30, ce qui oblige les enfants à se lever relativement de bonne heure. Nombreux sont ceux qui empruntent le ramassage scolaire : leur journée commence alors à 5-6 h du matin pour se terminer vers 18 h ou plus. A leur retour de l'école, 72 % des enfants trouvent leur télévision en marche contre seulement 53 % en métropole. Les chiffres s'inversent au moment du coucher puisqu'alors la télévision est allumée dans 75 % des foyers métropolitains contre 66 % des foyers réunionnais. De cette manière, le climat, l'organisation de l'espace domestique et des temps sociaux marquent de leur empreinte spécifique les pratiques familiales des écrans à la Réunion.

MEDIAS ET ENVIRONNEMENT CULTUREL

Les jeunes Réunionnais déplorent, plus que les jeunes métropolitains, le manque de ressources offertes par leur environnement marqué par l'enfermement insulaire : moins de la moitié pensent qu'« il y a suffisamment de choses là où ils vivent ». Cette insatisfaction grandit avec l'âge et elle est plus fortement manifestée par les filles que les garçons. « Sauter la mer » et avoir la possibilité de découvrir d'autres modes de vie et d'autres cultures reste le privilège des enfants issus des familles culturellement et socialement les plus favorisées³². Nombre de ces jeunes sont « privilégiés » non pas tant en référence à leur milieu social, mais parce que la mobilité leur a permis de rompre l'enfermement insulaire et de confronter leurs expériences avec d'autres réalités sociales, culturelles, linguistiques. Pour la moitié des jeunes Réunionnais appartenant aux familles les plus défavorisées, l'horizon se limite aux frontières de l'île. Dans un tel contexte, l'expression classique qualifiant les médias de « fenêtre sur le monde » prend ici tout son sens. Les médias offrent un horizon planétaire et des ressources multiples aux plus démunis, aux plus captifs, à ceux qui jugent leur monde de vie si peu satisfaisant. En même temps, les médias répondent à un besoin de proximité privilégiant le *ladilafé* créole³³, et sont investis selon des modalités plus traditionnelles. Ainsi, entre « ouverture au monde » et « fermeture insulaire », la perception juvénile des médias présente à la Réunion quelques spécificités notables : un fort attrait pour la

32. 92 % affirment avoir déjà voyagé hors de l'île, 81 % déclarent s'être déjà rendus dans un pays d'Europe alors que seuls 15 % des enfants issus de familles défavorisées ont vécu la même expérience.

33. C'est-à-dire la rumeur, le commérage.

presse quotidienne et la radio, la focalisation sur la télévision – principale ressource d'information et de documentation – et de fortes attentes vis-à-vis des nouveaux médias, en particulier l'ordinateur.

L'engouement des Réunionnais pour leur presse n'est pas nouveau³⁴ et se manifeste par une presse quotidienne régionale particulièrement dynamique³⁵. Alors que la référence à ce média est quasiment inexistante dans l'enquête métropolitaine, elle apparaît à plusieurs reprises dans les réponses des jeunes Réunionnais. La lecture de la presse est une activité pratiquée quotidiennement par le tiers d'entre eux sans que l'âge, le sexe ou la situation sociale soient déterminants dans cette pratique. Ils ont recours en priorité à elle pour trouver des informations (51 %) et cette pratique est socialement très homogène. En réponse à cette même question, les métropolitains vont privilégier les magazines ou la télévision (45 %), la presse quotidienne n'arrivant qu'ensuite pour 36 % des jeunes tandis que 27 % affirment ne jamais la consulter. Le recours aux quotidiens régionaux est également très significatif à la Réunion pour le choix des programmes télévisuels : parmi les 81 % de jeunes qui lisent plus ou moins régulièrement un journal de programme, il s'agit de la presse locale pour 19 % d'entre eux.

La radio est un « ancien média » qui continue également d'être fortement investi. C'est le média le moins coûteux et le plus facile d'accès puisque le récepteur transistor autorise son usage dans les coins les plus reculés de l'île non encore raccordés au réseau électrique. Depuis 1981, l'expansion de l'offre³⁶ permet aux jeunes de trouver des formats qui leur sont spécifiquement destinés ; coexistent ainsi un secteur public – qui propose, entre autres, une chronique quotidienne très prisée annonçant les décès survenus dans l'île – et un secteur associatif et commercial privilégiant les émissions musicales et de proximité. Là encore, la tradition prenant la forme d'une information de quartier, souvent proche du *ladilafé* et de la rumeur, côtoie la modernité d'une production musicale planétaire au sein de laquelle communient des millions d'adolescents. Le média radiophonique est

34. CAUDRON, 1990.

35. Il y a peu, la presse quotidienne comptait encore 4 quotidiens. Premier quotidien de l'Outre-Mer, le *Quotidien de la Réunion* se situe à la trentième place dans la diffusion des titres de la PQR, le seul à connaître évolution positive avec un taux de croissance de 7,75 % par an (source Diffusion et contrôle/OJD 1997).

36. Il y a actuellement 44 radios privées et 2 radios de service public : RFO 1 et RFO 2 qui diffuse France Inter. Si l'on rapporte ces chiffres à la population, la Réunion compte trois fois plus de radios que la métropole (Source CTR-CSA).

fortement apprécié par les jeunes de notre enquête : 70 % l'écoutent presque quotidiennement (64 % en métropole). La musique est plébiscitée par 90 % d'entre eux et ce choix se confirme avec l'âge ; en même temps, la radio constitue un support dans la recherche d'informations, en particulier pour ceux appartenant aux familles défavorisées (32 % contre 18 % en métropole).

La télévision occupe une place centrale. L'usage du magnétoscope est également très important. Les cassettes visionnées proviennent à 47 % des magasins de location contre à peine 13 % en métropole, le reste provient d'enregistrements personnels (19 %) ou d'achats (10 %). Le recours massif à la location répond à une demande locale spécifique que l'offre médiatique ne satisfait pas encore, en particulier pour les films d'action – les *parle pas*³⁷ – avec une préférence pour les fictions américaines et les films de karaté et dans une moindre mesure pour les films culturels (par exemple les films indiens). Le statut socio-économique de la famille est fortement discriminant. Ainsi la location est une pratique plus courante chez les familles plus défavorisées (50 %) que favorisées (31 %), alors que pour la pratique de l'enregistrement dans une optique de constitution d'une vidéothèque familiale le rapport s'inverse : 36 % des familles favorisées³⁸ y ont recours contre 13 % des familles défavorisées.

Alors que la participation à d'autres formes de loisirs se heurte à la faiblesse des moyens, la télévision offre une occupation peu dispendieuse et facile d'accès. Ainsi, les enfants qui passent plus de 3 heures par jour devant le petit écran appartiennent massivement aux familles défavorisées, que leur consommation se fasse durant la semaine (37 %) ou durant le week-end (62 %) pour respectivement 13 % et 56 % des enfants des familles favorisées. Plus que les autres et plus à la Réunion qu'en métropole, ces gros consommateurs de télévision s'ennuient et jugent leur environnement peu satisfaisant. Cette surconsommation se fait donc plus par défaut que par véritable choix et ne conduit pas à les rendre asociaux : ainsi, ils ne manifestent pas de difficultés notables à se faire de nouveaux amis avec lesquels ils aiment passer du temps. Mais la télévision « distrayante » et occupationnelle n'exclut pas, bien au contraire, une télévision apprenante.

37. Ce qui signifie « muet » en créole ; en fait ce sont les films avec peu de dialogues mais beaucoup d'action.

38. Plus nombreuses également à posséder un caméscope.

La télévision constitue une source d'information et d'apprentissage de première importance : 72 % des jeunes Réunionnais la regardent pour obtenir des informations sur les sujets qui les intéressent contre 56 % en métropole. Lors des enquêtes sur le terrain, nombre de nos interlocuteurs ont cité l'émission *Les chiffres et les lettres* comme source d'apprentissage de la lecture et du calcul pour leurs enfants, mais également pour eux-mêmes. L'opinion selon laquelle la télévision développe *la moral*³⁹ est largement répandue. Dans de nombreux foyers, encore largement créolophones, la télévision constitue avec la radio la seule opportunité de contact avec la langue française dans le cadre domestique : la consommation télévisuelle est ainsi encouragée par les parents, estimant qu'elle plonge l'enfant dans un bain linguistique qui ne peut que lui être profitable. Cette télévision apprenante se décline également sur d'autres dimensions.

Les « séries collèges » proposent aux néo-lycéens des modèles de comportements permettant une acculturation à un univers scolaire encore inconnu pour cette première génération à accéder à ce niveau d'études⁴⁰ Ces émissions constituent pour eux, comme pour les immigrants étudiés par Serge Proulx⁴¹, une fenêtre privilégiée sur leur pays d'accueil. Elle leur fournit un matériau susceptible de se voir approprié dans le processus de construction d'une carte cognitive de leur nouvel espace de vie : langage jeune et branché, diversité des *looks*, nouvelles activités et nouveaux types de rapports sociaux avec les adultes. Ces émissions offrent également un observatoire privilégié des rapports entre les sexes et une initiation à la grammaire amoureuse⁴². A la Réunion, cet apprentissage par les séries revêt une importance particulière dans le cadre des profondes mutations que traverse la famille, car il ouvre ainsi à d'autres modèles relationnels que ceux encore à l'œuvre dans les foyers où traditionnellement les rôles, les territoires, les activités, les comportements obéissent à des prescriptions fortement liées au sexe et soumises à un puissant contrôle social. On assiste au passage du modèle familial traditionnel de l'identification à la génération précédente et de la reproduction des identités et des statuts, à un modèle de l'expérimentation de formes et de normes nouvelles. Pour les jeunes générations, ce passage s'accompagne d'un travail de construction de soi reposant sur un processus itératif d'élaboration d'un destin social qui n'est

39. *La moral* renvoie à l'intelligence, la mémoire, au fonctionnement cognitif en général.

40. WOLFF, 1996.

41. PROULX, 1994.

42. PASQUIER, 1994.

plus aussi souvent qu'autrefois donné à l'avance⁴³. Dans ce processus d'expérimentation, la recherche de modèles d'identification ne peut que difficilement se faire au sein de la famille ou du quartier. De fait, les jeunes Réunionnais puisent surtout dans les médias les éléments dont ils ne disposent pas par ailleurs. L'usage de la presse, de la radio mais surtout de la télévision constitue un vecteur de socialisation et d'accompagnement des mutations rapides qu'affronte une grande partie de la population. L'École de la Réunion joue, quant à elle, un rôle majeur dans la démocratisation de l'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Un projet académique volontariste, fortement soutenu par les collectivités locales, vise à développer de façon massive l'utilisation des technologies informatisées : équipement des établissements en ordinateurs dès le cycle primaire, connexion au réseau internet des collèges et lycées, soutien des actions innovantes. La démarche, initiée au niveau national, a été fortement investie par cette académie insulaire, qui y voit l'opportunité de sortir de l'isolement et de permettre à tous d'accéder aux multiples ressources offertes par le multimédia. Les chiffres confirment la mise en place d'un processus de rattrapage social au profit de la population juvénile la plus démunie : ainsi 69 % des enfants des familles les plus défavorisées déclarent « utiliser l'ordinateur à l'école » contre seulement 50 % appartenant aux familles favorisées, alors que l'on ne constate pas de telles différences en métropole ; par contre, l'offre y est un peu plus performante puisque 36 % des ordinateurs utilisés à l'école sont équipés de CD-Rom contre seulement 21 % à la Réunion. L'école réunionnaise pratique une politique de discrimination positive en direction des publics les plus défavorisés en leur offrant un accès à l'ordinateur et en favorisant son appropriation progressive ; les jeunes Réunionnais manifestent par ailleurs de plus fortes attentes à son endroit. Ils sont 83 % à penser que l'école devrait en apprendre plus sur les ordinateurs et parmi eux, les enfants des familles défavorisées sont particulièrement demandeurs (84 % contre 73 % des enfants issus de familles très favorisées).

De façon nouvelle, la Réunion découvre que l'intégration sociale ne peut plus se faire indépendamment d'un parcours scolaire de plus en plus long. Les enquêtes menées par ailleurs ont fait apparaître un développement conséquent de l'investissement éducatif des familles, tous milieux sociaux

43. GALLAND, 1990.

confondus⁴⁴. Dans le cadre d'une perception quasi transcendante des apprentissages, beaucoup sont prêtes à tous les sacrifices pour mettre à disposition de leurs enfants les instruments du savoir et de la réussite. Ainsi, les familles parmi les plus modestes achètent encyclopédies, cassettes d'éveil aux langues et collections diverses, souvent fort coûteuses et acquises à tempérament, mais qui constituent autant de « garanties »⁴⁵ de réussite dans l'accomplissement d'un parcours scolaire. L'ordinateur, cet objet par excellence de la modernité, est en passe de devenir le nouvel objet-signe d'investissement scolaire, et dont l'achat s'impose, après tant d'autres, pour tout parent désireux de voir son enfant réussir à l'école. Cependant son acquisition reste problématique pour des problèmes de coûts, mais également parce qu'il exige la mise en œuvre d'une expertise et de compétences encore étrangères à une grande partie de la population. Alors que le marché des biens scolaires était remarquablement bien organisé – la pratique du démarchage, très répandue à la Réunion, permet de se voir proposer à domicile un large éventail de produits –, l'offre en termes de nouveaux médias n'en est qu'à ses débuts et reste plus difficilement accessible aux non-initiés et à la grande masse des familles les plus défavorisées.

Cette première approche des pratiques juvéniles des écrans menée à la Réunion met en évidence le rôle prépondérant des médias dans le processus d'accompagnement d'une jeune génération confrontée aux profonds bouleversements d'une société traversée par de brutales et massives mutations. Dans un contexte longtemps marqué par l'isolement et la fermeture, le développement rapide de l'offre médiatique et des technologies de communication permet aux jeunes Réunionnais de s'ouvrir au monde et de se confronter avec un ailleurs dont l'accès était jusque là réservé à une minorité de privilégiés. A côté d'une presse quotidienne locale qui reste dynamique et d'une radio d'autant plus appréciée qu'elle propose à présent une programmation ciblée, la télévision occupe une place centrale : média populaire, plébiscitée par l'ensemble des jeunes, elle permet la constitution de références juvéniles communes transcendant les frontières géographiques et sociales. La grande masse des jeunes y puise des ressources documentaires, linguistiques, comportementales et des modèles d'identification leur permettant de décrypter, sinon de maîtriser les

44. SIMONIN et WOLFF, 1996.

45. A comprendre également dans la définition créole du terme à savoir la protection, le talisman.

mutations en cours. L'accès aux nouveaux médias et en particulier à l'ordinateur reste socialement très inégalitaire malgré les actions d'envergure initiées par les responsables éducatifs et politiques. Mais le déterminisme social, dans lequel l'approche quantitative semble enfermer la population juvénile enquêtée, gagnerait à être éclairé par des travaux plus qualitatifs mettant à jour les stratégies individuelles d'appropriation des écrans inscrites dans des cultures familiales où tradition et modernité sont encore si étroitement mêlées.

NOTE METHODOLOGIQUE⁴⁶

L'enquête réunionnaise a eu lieu durant la même période que l'enquête métropolitaine (avril-juin 1997). Elle s'est effectuée en auto-administration dans le cadre scolaire durant une heure de cours banalisée. Au total 1 101 jeunes de 11 à 17 ans ont été interrogés d'après un échantillon constitué à partir des données fournies par les services statistiques du ministère de l'Education Nationale (DEP) et du service statistique du Rectorat de la Réunion. Au total 1 000 questionnaires ont été retenus. L'échantillon se décompose de la façon suivante :

Sexe :	Filles	528
	Garçons	472
Age :	11-14 ans	393
	15-17 ans	607
Région :	Nord	286
	Sud	284
	Est	208
	Ouest	222
Etablissements :	Collège	501
	Lycée	291
	Lycée professionnel	208

46. Nous adressons nos remerciements à RFO Réunion qui a participé au financement de l'enquête Réunion et à l'académie de la Réunion, laquelle nous a apporté son soutien logistique et l'autorisation de publier les données comprises dans cet article.

REFERENCES

- BOURDIEU P. (1993), *La misère du monde*, Paris, Seuil.
- CAUDRON O. (1990), *Catalogue des périodiques réunionnais de 1794 à 1900*, Université de la Réunion/URA 1041 du CNRS.
- DESROSIERES A. (1989), « L'Etat et la fabrication des classes sociales : quelques particularités françaises », *colloque Individualisme ou nouvelles solidarités : les mutations sociales et culturelles de la France*, Paris 25 mai 1989.
- EVE P. (1991), *Ile à peur. La peur redoutée ou récupérée à la Réunion des origines à nos jours*, Océan Editions.
- FLICHY P. (1991), *Une Histoire de la communication moderne*, Paris, La Découverte.
- GALLAND Y. (1990), « Un nouvel âge de la vie », *Revue Française de Sociologie*, XXXI-4, p. 529-532.
- GRIGNON et PASSERON J.-C. (1989), *Le savant et le populaire : misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Seuil.
- HOGGART R. (1972), *La culture du pauvre*, Paris, Editions de Minuit.
- JOUËT J. (1987), *L'écran apprivoisé : télématique et informatique à domicile*, CNET-Réseaux, Paris.
- LEWIS O. (1969), *La Vida. Une famille portoricaine dans une culture de pauvreté*, Paris, Gallimard.
- LULL J. (ed) (1988), *World families watch television*, SAGE Publications.
- PERRIAULT J. (1989), *La logique de l'usage. Essai sur les machines à communiquer*, Paris, Flammarion.
- PIEROZAK I. (1997), Langue(s) et réseaux informatiques. Etude des usages et représentations linguistiques sur un mini-serveur à la Réunion, D.E.A. Langage et parole, Université de la Réunion et de Provence.
- PASQUIER D. (1994), « Hélène et les garçons », *Esprit*, n°6, Juin 1994, p. 25-144.
- PROULX S. (1994), « Télévision et reconstruction identitaire des familles migrantes : une approche par les récits personnels de pratiques », congrès de l'ACFAS, *Recherche, arts et culture*, Montréal 18-19 mai 1994.
- SIMONIN J. (1994), « Communications médiatisées et territoire insulaire : le cas de l'Ile de la Réunion », *Colloque Géographies, information et communication : nouvelles techniques, nouvelles pratiques, nouveaux concepts*, Toulouse, 30 mai-1^{er} juin 1994.

SIMONIN J. (1996), « Questionner les usages sociaux langagiers en contexte insulaire socio-linguistiquement complexe », dans *Le questionnement social*, (s/d ZAPPELA), IRED, Université de Rouen, p. 333-339.

SIMONIN J. (1997), « *Mi sar marié...* étude interactionnelle d'une démarche administrative téléphonique », *Performances humaines et techniques*, juillet-août 1997, p. 8-13.

SIMONIN J. et WATIN (1993), « Espace public et communications médiatisées à la Réunion », dans *Médias, Ecole et Kartié à la Réunion, des espaces en contact*, URA 1041 CNRS, Université de la Réunion, p. 37-49.

SIMONIN J., WATIN, WOLFF E. (1994), « La Réunion, une île en mutation », *Informations Sociales*, n° 33, p. 103-107.

SIMONIN J. et WOLFF E. (1996), « Ecole et famille à la Réunion : le télescopage des modèles », *Lien social et politique-RIAC*, 35, p. 35-46.

WATIN et WOLFF E. (1995), « L'émergence de l'espace public à la Réunion : un contexte socio-historique singulier », *Bulletin du CERTEIC, Etudes de communication*, n° 17, Presses Universitaires de Lille, p. 19-39.

WILLIS P. (1977), *Learning to labour. How working class lads get working class jobs*, Farnborough, Saxon House.

WOLFF E. (1991), *Quartiers de vie. Approche ethnologique des populations défavorisées à l'île de la Réunion*, Paris, Méridiens-Klincksieck.

WOLFF E. (1996), *Emergence d'un espace public local. Presse et expériences lycéennes à l'île de la Réunion 1975-1995*, Thèse de doctorat NR, Université de la Réunion.

WOLFF E. (1997), « Presse lycéenne et émergence de l'espace public à la Réunion », *Réseaux*, n° 86, p. 137-156.

WOLFF E. (1998), *Lycéens à la une. La presse lycéenne à la Réunion : 1970-1995*, Océan Editions.